Cahier de doléances du Tiers État de Lirac (Gard)

Cahier de doléances, plaintes et remontrances du Tiers état de la communauté de Lirac, dressé en conformité des lettres du Roi et règlement y annexé pour la convocation des États généraux.

L'assemblée a unanimement délibéré des remerciements au Roi, des marques particulières de ses bontés en faveur du Tiers état ;

1. Que nul impôt ne puisse être créé ni concédé à l'avenir, que par la Nation assemblée, et que toutes les impositions soient également réparties sur tous les biens ;
2. Que les États généraux soient par conséquent convoqués toutes les fois qu'il sera question d'en créer, et que les parlements ne puissent, sous aucune raison, les concéder ni ¹ proroger ;
3. Que toutes les lois générales soient proposées dans lesdits États généraux, et envoyées aux cours souveraines pour y être publiées et enregistrées ;
4. Que les États de Languedoc soient reconstitués ;
5. Que les tribunaux d'exception soient supprimés ;
6. Que les justices seigneuriales connaissent de toutes les matières des tribunaux d'exception supprimés ; qu'elles jugent souverainement toute matière civile jusqu'à 100 l., et connaissent en dernier ressort du petit criminel et de tout délit où il n'écherra peine afflictive ni infamante ; à la charge de rendre les jugements au nombre de trois personnes graduées ; que les parlements soient maintenus dans tous leurs droits et privilèges ;
7. Que les droits de contrôle soient fixés par un nouveau tarif d'une manière claire et précise ; que les contestations y relatives soient jugées par les tribunaux ordinaires ;
8. Que les censives et champart soient prescriptibles par le laps de quarante ans, et qu'ils soient rachetables à dire et estimation d'experts ;
9. Que les droits de banalité soient abolis ;
10. Que la gabelle soit supprimée et les traites portées sur les frontières ;
11. Que la portion congrue des curés soit portée à 1200 l. et la rétribution des vicaires à 600 ; et que le casuel soit supprimé ;
12. Que la dîme soit fixée pour tout le royaume au trentième des fruits, et qu'elle ne soit point perçue sur les fourrages ni sur les troupeaux ; qu'elle ne puisse être perçue qu'une seule fois par année sur le même fonds ;
13. Qu'il y ait, dans toutes les paroisses où il y aura trois cents âmes, deux prêtres résidants, le curé compris ;
14. Que le tirage des milices soit aboli, et que les communautés fournissent les hommes nécessaires, du produit d'une imposition qui sera établie pour l'enrôlement des miliciens qu'elles seront obligées de faire ;
15. Que les défrichements des bois soient défendus, et que l'on fasse plus strictement observer les règles d'exploitation ;

¹ les

16. Que les vins du royaume, et notamment de cette contrée de la côte du Rhône, soient marqués sur les fonds du tonneau ou de la barrique, avant de sortir du lieu où ils auront été récoltés, par une marque à feu portant l'empreinte du nom du lieu où le vin aura été récolté, et qui sera apposée par une personne préposée et nommée par la communauté.